

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur l'état de l'économie mondiale, la Zone euro et sur la politique économique et sociale de la France, à Paris le 29 octobre 2012.

Monsieur le Secrétaire général,

Je voudrais d'abord vous remercier pour l'hospitalité que vous nous accordez ici à l'OCDE et pour la rencontre que vous avez contribué à organiser. C'est en effet la première fois que le président de la République, en France, a rendez-vous avec les cinq grandes organisations internationales, celles qui contribuent à la régulation de l'économie mondiale. Je pense d'abord à votre propre institution l'OCDE, mais également au Fonds monétaire international, à l'Organisation mondiale du commerce, à la Banque mondiale et à l'Organisation internationale du travail.

Dans d'autres pays, cette tradition existe. Je sais que vous serez demain en Allemagne avec la Chancelière MERKEL. Je vous propose donc que nous puissions institutionnaliser ce rendez-vous et que, chaque année, nous puissions nous retrouver -- les membres du Gouvernement, moi-même et les cinq grandes organisations -- pour faire le point sur l'économie mondiale, pour savoir où nous en sommes en Europe et pour également tirer toutes les conclusions de ce que nous avons à faire au plan de la politique économique en France.

Si je veux résumer nos travaux de cette demi-journée, c'est d'abord un constat. Celui de l'état de l'économie mondiale : une croissance ralentie, à l'arrêt dans un certain nombre de pays -- voire même en récession en Europe -- et moins ferme que par le passé dans les pays émergents. C'est un chômage élevé et encore plus élevé dans les pays où il n'y a pas eu l'effort de compétitivité et pas davantage l'effort de soutien à l'activité. C'est également une instabilité financière qui, si elle s'est réduite, n'a pas disparue, voire une finance « grise » qui n'a pas été véritablement éradiquée, ni même combattue.

Dernier constat qui n'est pas le plus rassurant : c'est la montée de pratiques protectionnistes qui avait déjà été endiguée et dénoncée au sommet de Los Cabos au Mexique -- pays qui vous est cher -- lorsque nous nous sommes réunis au sein du G20.

Notre discussion a permis de savoir quelles pouvaient être les actions respectives des organisations ici représentées et des pays. Le G20 doit rester une structure d'impulsion et de de coordination des politiques économiques. A cet égard, ce que nous avons engagé à Los Cabos et qui suivait d'autres réunions, c'est une politique de soutien de la croissance et de recherche de la meilleure compétitivité.

Il y a ce que le FMI doit également mener à bien, c'est-à-dire de soutenir les efforts de bon nombre de pays en leur apportant des liquidités. C'est la raison d'ailleurs qui a justifié l'augmentation des ressources du FMI. La Banque mondiale elle-même participe à la lutte contre la crise et notamment dans un certain nombre de régions du monde particulièrement affectées. Et puis l'OMC veille à ce que précisément il puisse y avoir un certain nombre d'accords qui puissent être signés mais surtout que des pratiques, des barrières, des comportements puissent être dissuadés, dès lors qu'ils mettraient en cause des échanges.

Enfin, il y a ce qu'il faut faire au plan des monnaies. Là encore, c'est une responsabilité collective des grandes organisations de faire qu'il puisse y avoir une réforme du système monétaire international. Ma conclusion, sur ce point, c'est que si nous laissons les marchés seuls, si nous attendons des marchés et uniquement d'eux la résolution de la crise. il v a à craindre qu'elle se

...ensions des marchés et engagements à court terme de la zone, il y a à craindre que elle se perpétue encore longtemps. Nous avons besoin de mécanismes, de régulation et d'action. Ce qui m'a frappé en vous entendant tous ce matin, c'est la grande cohérence -- au-delà de la diversité de vos missions et de vos compétences -- dans cette prise de conscience et cette volonté de mettre de la régulation là où elle a été trop longtemps absente.

Ensuite, il y a ce qui relève de l'Europe. J'ai insisté sur les décisions très importantes qui ont été prises les 28 et 29 juin et confirmées encore les 18 et 19 octobre pour la zone euro. C'est-à-dire : le Mécanisme Européen de Stabilité, l'orientation de la BCE, le pacte de croissance et l'union bancaire s'ajoutant aux règles prévues dans le traité budgétaire. La zone euro est sur le point de sortir de la crise qui l'a frappée qui était celle de l'incertitude et de l'instabilité. Mais nous ne sommes pas encore au bout et puisque vous allez demain auprès de la Chancelière, je pense que vous ferez le même constat, c'est-à-dire que nous devons prendre les décisions d'ici la fin de l'année concernant la Grèce -- le rapport de la troïka nous y aidera -- et concernant tout pays qui voudra accéder au MES et à celui que la BCE a bien voulu ajouter.

Et puis, nous avons évoqué la situation de la France. Le constat est établi. La France est devant un triple défi : un défi lié à une situation d'endettement qui pourrait devenir insupportable, un défi lié à une situation de faible croissance et de chômage élevé -- c'est le 16ème mois de hausse consécutifs du chômage -- et enfin un défi de compétitivité.

Les trois défis sont d'ailleurs liés les uns aux autres. C'est parce que nous ne faisons pas assez de croissance que nous n'avons pas assez de recettes et que nous pouvons connaître des situations d'endettement. C'est parce qu'il y a de l'endettement que nous n'avons pas nécessairement toutes les marges de manuvre pour soutenir la croissance. C'est parce qu'il y a un chômage élevé que nous ne pouvons pas avoir toute la capacité nécessaire pour mieux produire, pour être encore plus compétitif.

Cette situation -- et vous l'avez relevée dans un rapport que vous allez bientôt faire connaître -- est due à des politiques ou à des absences de politiques depuis 10 ans. Le décrochage s'est fait progressivement tout au long de la dernière décennie. Nous avons donc à faire ce que d'autres n'ont pas fait. Nous devons le faire différemment, c'est-à-dire le faire avec justice, responsabilité, volonté et persévérance. Il ne s'agit pas de faire une annonce de plus, un plan de plus, un dispositif de plus, une réforme de plus... Il s'agit de faire, à la fois, un pacte de compétitivité -- j'y reviendrai -- mais aussi un pacte de croissance et un pacte budgétaire.

Sur nos engagements budgétaires -- vous aurez d'ailleurs à les regarder dans le rapport que vous préparerez pour l'année prochaine -- nous avons pris nos responsabilités. Nous avons redressé nos comptes publics, déjà en 2012, et nous le ferons en 2013 avec l'objectif de réduire notre déficit à 3% de la richesse nationale.

Sur le plan de l'emploi et de la croissance, nous avons réservé dans le budget toutes les dépenses -- c'était d'ailleurs l'une de vos recommandations -- qui peuvent avoir un effet positif sur la croissance, et notamment les budgets de l'Emploi et de l'Education. Sans compter les infrastructures que nous voulons préserver avec la création d'une banque publique qui aura vocation à donner davantage de moyens pour l'innovation, pour l'investissement et pour l'exportation.

Et puis, nous avons à relever le défi de la compétitivité. Le pacte que le Gouvernement prépare doit répondre à trois principes. Le premier principe, c'est l'efficacité, c'est-à-dire prendre la compétitivité dans toutes ses dimensions, en occulter aucune, en écarter aucune autre, partir de l'éducation jusqu'au logement en passant par les services publics, par l'innovation, par la recherche, par l'investissement et par le coût du travail. Nous devons avoir un plan qui soit suffisamment cohérent pour pouvoir être efficace.

Le second principe, c'est celui de la réciprocité donc de la négociation. C'est dans ce sens-là que nous avons ouvert plusieurs chantiers. Le premier était sûrement le plus simple. Sur les emplois d'avenir, la concertation a abouti très rapidement à un accord. Sur le contrat de génération, sur lequel vous avez-vous-mêmes insisté, le président de l'OIT a présenté une réalité qui n'est pas que française : c'est-à-dire le chômage des jeunes et le haut niveau de chômage des plus anciens, des seniors et une « employabilité » comme l'on dit insuffisante. Nous avons donc proposé le

contrat de génération, les partenaires sociaux s'en sont emparés, un accord a été trouvé, une loi sera donc votée, d'application dès le début de l'année 2013.

Et puis il y a la négociation sur ce que l'on appelle la sécurisation de l'emploi, c'est-à-dire mieux protéger les salariés précaires et permettre des assouplissements, des adaptations face aux mouvements de la conjoncture pour pouvoir donner une double garantie : aux salariés de pouvoir être préparés à des mutations parfois inévitables et aux employeurs de pouvoir organiser ces mutations en gardant les salariés dans l'entreprise. Cela est l'objet de la négociation. Cette négociation est proposée, elle est en cours et chacun devra prendre sa responsabilité, chacun devra faire sa part du travail.

Le troisième principe, c'est la stabilité. Une politique de compétitivité suppose une action dans la durée mais avec une visibilité pour tous les acteurs économiques : pour les employeurs comme pour les salariés, pour les investisseurs comme pour les épargnants, pour les consommateurs comme pour les contribuables. La donne qui va être offerte dans quelques jours -- à la suite du rapport GALLOIS et du rapport également que l'OCDE a bien voulu préparer et qui sera un élément de réflexion supplémentaire -- cette donne-là sera celle du quinquennat. Chacun saura exactement ce qui pourra être fait, être engagé et être appelé comme élément de contribution, voire d'allègement de contribution.

Je veux terminer sur ce qui entraîne une politique de compétitivité, un pacte de compétitivité. C'est un ensemble de réformes structurelles qui touche tous les domaines de l'action publique et que nous avons commencé à engager : politique de l'emploi, politique du logement, politique de l'éducation, politique de la décentralisation, réforme financière, introduction de la Banque Publique d'Investissement, formation professionnelle... La politique de la compétitivité, c'est une politique d'ensemble. Nos interlocuteurs d'aujourd'hui y sont revenus : ce sont les pays qui ont fait le choix de la compétitivité qui ont aussi fait le choix de la croissance et le choix de l'emploi. C'est là où il y a eu le plus de modernisation, le plus de cohésion, le plus de contribution de chacun à l'effort, qu'il y a le plus de résultats et notamment en matière de lutte contre le chômage.

Voilà le sens de cette longue discussion qui nous a été précieuse, utile pour préciser un certain nombre de nos orientations et nous aurons l'occasion bientôt, d'évaluer ce que nous aurons déjà engagé. Aujourd'hui vous nous avez aidés à préparer nos choix.

Merci.

QUESTION : Question à Monsieur le Secrétaire général et à Monsieur le président de la République. Monsieur le Secrétaire général, il y a quelques semaines, vous avez présenté un rapport. Vous avez dit qu'il n'y a plus de marges de manœuvre budgétaire en Europe et maintenant on n'a qu'un seul choix, c'est d'entamer les réformes structurelles audacieuses. Or à l'étranger et aussi en France même, on voit quelques fois le gouvernement français comme un gouvernement qui traîne un peu les pieds en ce qui concerne les réformes structurelles. Est-ce qu'aujourd'hui vous avez trouvé un consensus ? Est-ce que vous avez pu encourager le président de la République pour aller un peu plus vite peut-être ?

Et au Président, j'aimerais poser la question : vous avez dit qu'il y a une large gamme de politiques de compétitivité. Souvent on regarde comme un élément essentiel l'ouverture du marché à plus la flexibilité et c'est là qu'on attend encore une réponse de votre gouvernement : vous semblez parfois aller dans l'autre sens, vous êtes entré dans la direction d'un constructeur automobile privé et ce n'est pas forcément ce que l'on regarde souvent comme une politique de réforme structurelle.

LE PRESIDENT : Je ne peux pas répondre pour l'OCDE. Mais les réformes structurelles, nous les avons déjà engagées, nous les poursuivons. Mais nous avons aussi l'obligation, en France, de faire une politique de redressement budgétaire. C'était ce qu'il y avait de plus urgent à engager. Parce que c'était de notre crédibilité sur la scène européenne, subsidiairement sur les marchés, qu'il était question. Donc nous n'avons pas différé les choix. Nous avons au contraire, dès notre arrivée aux responsabilités, pris les décisions concernant le redressement des comptes publics. Et ce n'était pas le plus facile, quand il s'agissait de demander trente milliards d'euros aux Français,

sous diverses formes : dix milliards d'économie budgétaire, dix milliards de prélèvements sur les ménages -- même si c'est essentiellement sur les plus favorisés, cela touche aussi grand nombre de nos compatriotes -- et dix milliards sur les entreprises, essentiellement sur les plus grandes. Cela ne nous dispense pas d'autres réformes. Nous préparons le pacte de compétitivité. Je l'ai dit, et je le répète, aucun sujet ne sera occulté. Tout sera traité. Tout est mis sur la table. Mais pas simplement pour ouvrir une négociation -- même si sur le marché du travail et la sécurisation de l'emploi, cette négociation est ouverte et je souhaite qu'elle puisse être conclue avec un accord. Ce serait un moment historique, puisque ce serait la première fois, en France, que nous pourrions ainsi parvenir à des réformes utiles pour les salariés et pour les entreprises.

Il y a également la réforme de ce qu'on appelle le financement de la protection sociale. Et ce sera donc soumis aux partenaires dans les semaines qui viennent pour savoir comment le prélèvement qui sert au financement de la sécurité sociale doit être organisé, sur quelles bases il doit reposer. Mais là encore, cela n'empêchera pas des décisions d'être prises, dès le mois de novembre, dans tous les domaines de la compétitivité.

Mais c'est vrai que l'on nous demande de faire en six mois ce qui n'a pas été fait en dix ans. Et quand on prend du temps pour la négociation, on nous dit que c'est du temps superflu. Mais comment appeler les dix ans qui viennent de s'écouler ? Donc nous, nous avons deux méthodes qui ne sont pas contradictoires : la méthode de la négociation et de la discussion sur des éléments qui relèvent des partenaires sociaux -- c'est le cas de la sécurisation de l'emploi, du marché du travail, du financement de la protection sociale -- et la méthode de la préparation de décisions. Je pense à cet égard au rapport de l'OCDE qui nous a été proposé et qui est le bienvenu et au rapport de Monsieur GALLOIS que nous avons sollicité et qui sera remis le 5 novembre. A la suite de ces travaux, des décisions seront prises. Chaque fois que nous sommes devant nos responsabilités, nous prenons des décisions.

José Angel GURRIA : Je dirai que l'on n'est pas seulement encouragé, on est enthousiaste ! Le président de la République -- avec trois de ses ministres qui sont chargés des aspects les plus délicats de la tâche du gouvernement -- a passé ici trois heures, chez nous, avec tous les chefs des organisations internationales. Il s'est engagé à nous revoir souvent -- on voudrait préciser : chaque fois que cela sera nécessaire ! Il a écouté avec énormément d'attention, il a contribué à notre point de vue naturellement parce que c'est un échange, ce n'est pas un monologue.

Quels sont les soucis et quelles sont nos expériences à partager ? On ne veut pas dire -- on ne peut pas dire ! -- aux Français quoi faire avec la France, même au président de la République ! Mais ce que l'on ajoute, ce sont les expériences de tous les autres pays pour les mettre en comparaison et toutes les expériences accumulées les soixante dernières années. Comment est-ce que des pays, comment est-ce que les sociétés, comment est-ce que les syndicats, comment est-ce que le secteur privé, comment est-ce que les gouvernements, à travers le temps, ont redressé les mêmes défis qu'on a aujourd'hui ? Mais il faut dire que la combinaison des choses d'aujourd'hui rend le diagnostic et la solution particulièrement difficiles. C'est bon d'avoir ce dialogue, c'est bon pour nous aussi. On comprend mieux quels sont les objectifs mais aussi comment on soutient, comment on appuie la France dans ces objectifs. C'est ça l'objectif, le but de cet exercice.

QUESTION : Deux questions, une première à Monsieur le président de la République, et une deuxième peut-être aux présidents et directeurs des organisations internationales. Monsieur le Président, l'Allemagne a dit aujourd'hui refuser catégoriquement toute restructuration ou tout haircut de la dette grecque par les créanciers publics (notamment par la France et elle-même) et qu'elle soutient, par contre, une action de rachat de créance grecque sur le marché secondaire. Est-ce que selon vous ce serait une action efficace ? Est-ce que ce ne serait pas peut-être plus efficace d'avoir une restructuration de la créance publique grecque ? Quelle est la position de la France sur ce dossier ? Et Messieurs les directeurs, vous avez parlé donc avec le nouveau président français. Quels conseils ou quelles mises en garde lui avez-vous donnés par rapport à la politique économique que mènera la France sur les cinq prochaines années dans la situation économique actuelle ?

LE PRÉSIDENT : On peut peut-être commencer par les mises en garde si elles ont eu lieu...

LE PRÉSIDENT : On peut peut-être commencer par les choses en garde et elles ont eu lieu...

José Angel GURRIA : Nous, comme on dit, on ne donne pas des conseils, on partage les expériences, nos propres expériences et les expériences de tous nos membres. C'est un dialogue que l'on a avec beaucoup de pays. C'est la meilleure manière parce que les circonstances particulières et surtout le contexte politique sont franco-français. On ne peut pas avoir un contexte identique dans les autres pays. Alors, comme je dis, notre valeur ajoutée, c'est d'avoir les comparaisons, d'avoir les exemples et de laisser le président de la République, ses ministres, et le peuple Français, de choisir quelles sont les meilleures politiques.

Pascal LAMY : Je ne répète pas ce que vient de dire Angel GURRIA. Il a cent fois raison. J'insiste simplement sur un point qui est ce lien entre croissance, compétitivité et emploi parce que c'est le problème majeur de la France et d'un certain point de vue de l'Europe en ce moment. On sait qu'il n'y a pas assez de croissance en Europe et en France. On sait que le chômage est trop élevé. Et on sait que pour créer des emplois, il faut de la demande. Dans les cinq ans qui viennent, 90% de la demande qui sera adressée à l'économie européenne et donc française, viendra de l'extérieur de l'Europe.

Donc cela veut dire quoi ? Cela veut dire que dans les cinq ans qui viennent, le moyen de créer des emplois en Europe, c'est d'aller chercher la croissance là où elle est, c'est-à-dire en gros dans les pays en développement et notamment les pays émergents. Et cela suppose effectivement que les marchés d'une part restent ouverts, d'autre part s'ouvrent davantage. Donc cela veut dire que l'attitude à l'égard de l'économie internationale doit être offensive et pas défensive si on veut jouer cette synergie entre compétitivité, croissance et emploi.

Je pense que c'est vrai d'une manière générale mais dans le cas de la France, compte tenu des perspectives d'emploi à court terme, c'est particulièrement urgent.

LE PRÉSIDENT : Sur la Grèce, le rapport de la troïka est attendu maintenant dans les jours qui viennent. Une réunion de l'Eurogroupe est prévue pour le début du mois de novembre. Et c'est dans ce cadre-là que nous regarderons quelles seront les modalités les plus efficaces dès lors que la Grèce tient ses engagements pour trouver une solution durable.

QUESTION : Monsieur le Président, que répondez-vous, comment percevez-vous à l'appel des grands patrons publié dans le Journal Du Dimanche ce week-end ? Ils proposent, à la fois, des solutions comme la hausse de la TVA et vous demandent des mesures drastiques pour la compétitivité. Comment percevez-vous à la fois l'appel et la forme de l'appel ?

LE PRÉSIDENT : Je ne sais pas si ceux qui ont lancé cet appel voulaient le mettre sous le terme de l'ultimatum. Je ne le crois pas. En tout cas, s'ils m'avaient demandé conseil, je ne leur aurais pas donné celui-là, parce que nous sommes dans un moment où seul doit compter l'intérêt général.

Moi je suis responsable de l'intérêt général du pays. Qu'est-ce que nous pouvons faire de mieux pour la France ? Comment pouvons-nous lui permettre de réussir ? Réussir, cela veut dire des entreprises qui réussissent, des salariés qui gardent leur emploi, d'autres qui y accèdent. Réussir cela veut dire permettre à la jeunesse de trouver une perspective. Voilà, la seule question qui compte, c'est comment nous pouvons faire réussir notre pays. Il y a des mesures à prendre, je l'ai dit, dans tous les domaines de la compétitivité, y compris sur le coût du travail. Tous les indicateurs, et encore ceux qui m'ont été fournis ce matin, montrent que nous ne sommes pas dans la meilleure des positions. Nous avons pris du retard, depuis 10 ans : il y a eu un défaut d'innovation, d'investissement, d'exportations et nos entreprises n'ont pas été soutenues suffisamment. Donc nous avons à prendre des décisions, y compris sur le coût du travail.

Mais moi, j'ai deux responsabilités. La première c'est que l'offre des entreprises doit être demain plus efficace pour répondre à la demande extérieure et à celle qui va nous être adressée £ pour nous permettre de redresser nos comptes extérieurs et notre balance commerciale, aujourd'hui déficitaire de 70 milliards d'euros. Pour mener cette politique, oui, des mesures devront être prises et devront être étalées dans le temps -- pas trop longtemps -- avec la visibilité nécessaire et la crédibilité indispensable.

Ces mesures ne peuvent pas non plus, c'est ma seconde responsabilité, affecter la demande intérieure. Si la consommation est brutalement amputée, c'est autant d'activité en moins pour les

entreprises. Voilà le chemin qui sera celui que le gouvernement empruntera pour aboutir au résultat souhaité. Et chacun devra faire des efforts. Il en est demandé aux contribuables en ce moment £ il en est demandé c'est vrai aux plus fortunés £ il en est demandé aux fonctionnaires £ et donc il est aussi demandé un certain nombre de responsabilités aux plus hauts dirigeants. Je parle de pacte, c'est bien le mot qui convient. Un pacte, c'est là où chacun vient avec à la fois ce qu'il pense devoir demander -- j'entends -- mais aussi ce qu'il peut imaginer devoir donner. C'est l'esprit qui m'animerait au moment où je prendrais des décisions au début du mois de novembre.

QUESTION : Vous avez cité la situation économique, plus grave par rapport au scénario que l'on avait tracé il y a quelques mois. Dans ce scénario, quelle est la logique de respecter le 3% en 2013 et de ne pas revoir le calendrier ? Puisque la crise s'aggrave pourquoi ne pas revoir le calendrier de réductions des déficits ? Merci.

LE PRESIDENT : J'ai pris un engagement devant les Français et devant les Européens. C'est de réduire le déficit public, et d'arriver à 3% à la fin de l'année 2013. Chaque pays a pris des engagements. Vous évoquez l'Italie : elle a fait, elle fait encore, un effort considérable. Nous voulons une croissance qui soit la plus élevée possible, et pour l'instant nous n'avons aucun élément qui nous permette de penser que notre objectif, celui que nous avons fixé pour la loi de finance ne sera pas atteint.

Si une discussion un jour a lieu, ce n'est pas entre un pays et la commission, c'est entre Européens. Mais pour l'instant cette discussion n'a pas à être ouverte, chacun a à faire un effort compatible avec sa situation -- ce n'est pas le même pour chaque nation -- et à faire en sorte que nous puissions avoir le plus haut niveau de croissance. C'est ce que j'ai voulu faire en Europe, et je l'ai fait aussi avec la participation de bon nombre de pays, le vôtre en particulier. Il faut que nous puissions avoir du sérieux budgétaire, de la responsabilité, de la discipline, c'est le sens de la ratification du Traité budgétaire qui a été adopté par le Parlement ou qui va l'être. Et puis, il y a aussi ce qui doit être fait pour la croissance. La compétitivité c'est une politique de croissance, et toutes les mesures qui seront annoncées seront des mesures qui favoriseront la reprise de l'activité et la création d'emplois.